



PRÉFET DES VOSGES

SERVICE DE L'ANIMATION
DES POLITIQUES PUBLIQUES

Bureau de l'Environnement

Arrêté préfectoral
n° 601/2018 du 03 AVR. 2018

mettant en demeure la société SOUCHE PAPERS
de réaliser des investigations complémentaires sur l'état de pollution du site
et de transmettre un plan de gestion complet.

Le préfet des Vosges
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu le Code de l'Environnement ;
- Vu le décret du 8 décembre 2017 nommant Monsieur Pierre ORY, préfet des Vosges ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 433/2010 du 23 février 2010 modifié, autorisant la société SOUCHE PAPERS à exploiter une papeterie sur le territoire de la commune d'ANOULD ;
- Vu le jugement du tribunal de commerce d'Épinal du 11 septembre 2012, nommant Maître VOINOT de l'étude sise 146 rue Jean Mermoz 88 100 SAINTE-MARGUERITE, liquidateur de la société SOUCHE PAPERS ;
- Vu le diagnostic sol et le plan de gestion transmis par Maître VOINOT le 6 juin 2017 aux services de l'Inspection des Installations Classées ;
- Vu les rapports de l'inspecteur des Installations Classées en date du 20 novembre 2017, et du 19 mars 2018 ;

Considérant que l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 ;

Considérant que le diagnostic environnemental sommaire réalisé par le bureau d'étude de TUV à l'initiative de l'EPF Lorraine, a mis en évidence la présence de pollution sur le site et hors du site de SOUCHE PAPERS ;

Considérant que ce diagnostic succinct a montré l'urgence de réaliser une analyse approfondie telle que demandée à l'article R512-39-1-II-4°) du Code de l'Environnement ;

Considérant que les investigations complémentaires transmises par la société SOUCHE PAPERS représentée par son liquidateur judiciaire Maître VOINOT, ne répondent pas aux courriers du 1er avril 2016 et du 11 octobre 2016 ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Vosges

ARRETE

Article 1 - La société SOUCHE PAPERS, représentée par son liquidateur judiciaire Maître VOINOT, est mise en demeure, dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, de respecter l'article R512-39-1 du code de l'environnement ;

Article 2 - La secrétaire générale de la préfecture des Vosges, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement et le maire d'Anould, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au liquidateur judiciaire dûment mandaté, Maître VOINOT, et dont copie sera déposée à la mairie d'Anould.

Fait à Épinal, le 03 AVR. 2018

Pour le préfet et par délégation
la secrétaire générale


Claire WANDEROILD

Délais et voies de recours – La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.